

[Text]

Obviously, there are deep and profound legal considerations. This committee is neither a judicial committee nor a quasi-judicial committee.

I think to run the slightest risk of jeopardizing the rights of Senator Cogger to due process before the courts of the country is something we ought not to do. We ought not to run the risk of doing harm to anyone, particularly our own colleague. However, I can count. If the committee is determined to proceed, then we have before us, from Mr. Pateras, a request for a two-week adjournment. I would assume that that would not be resisted.

**Senator MacEachen:** Mr. Chairman, I find it very troubling as a member of one of the Houses of Parliament that the courts would be asked to close down a committee of the Senate. To grant that request would be tantamount to accepting the principle on which it is based, and I do not accept the idea that the courts should be asked to close down a committee. Perhaps they would be asked to close down the Senate tomorrow, or the House of Commons the following day. That is my opinion.

If that were to be pressed seriously by Senator Balfour, I would certainly want to have considerable time to consider what implications it has for the operation of Parliament.

**Senator Balfour:** Why not take the two weeks he has asked for and consider it?

**Senator MacEachen:** I say if it were to be seriously considered. I would resist a request for an adjournment for the purposes of asking the courts to close down a committee of the Senate.

**Senator Balfour:** As I construed it, he would be asking the courts to make a judicial determination. That is what courts are for. This is a rule of law, after all. Are you going, possibly, to ride roughshod over the rights of your colleague?

**Senator MacEachen:** No, I think we would be meticulous in not doing that, Senator Balfour. That is not the question. There is a broad principle involved here that perhaps tomorrow somebody would go before the courts and request that the Internal Economy Committee be closed down. That is the broad principle at stake, and I find that difficult to accept off the cuff.

Recently the Senate resisted a request by a local journalist that a court direct how the proceedings of one of the Senate committees should be held. I think the Senate objected to that. I think we ought to look at where we stand before we easily agree to that request.

If Mr. Pateras had asked for an adjournment to do some work on his case, or to consult with his client, that would be another matter. To say, "I want you to give me an adjournment so I can prepare a case, or consider a case to close down this committee" I would not agree to that on the spur of the moment. Maybe I can be convinced that it is in accordance with the privileges, immunities and powers of Parliament.

[Traduction]

jamais autant senti dans la peau d'un juge de la Cour suprême du Canada.

Il existe de toute évidence des considérations légales très importantes. Notre comité n'est pas une entité judiciaire ni quasi-judiciaire.

J'estime que nous ne devons pas courir le moindre risque de mettre en danger les droits du sénateur Cogger en ce qui a trait à la juste application de la loi devant les tribunaux du pays. Il ne faut pas risquer de nuire à personne, et spécialement à un de nos collègues. Je sais toutefois compter. Si le comité décide d'aller de l'avant, nous sommes alors saisis d'une demande d'ajournement de deux semaines que nous a présentée M. Pateras. Je suppose que l'on ne s'y opposerait pas.

**Le sénateur MacEachen:** Monsieur le président, comme membre d'une des deux chambres du Parlement, je suis très troublé à l'idée qu'on demande aux tribunaux d'interrompre les travaux d'un comité du Sénat. Accéder à une telle demande équivaldrait presque à accepter le principe sur lequel elle s'appuie, et je ne suis pas d'accord pour qu'on demande aux tribunaux d'interrompre les travaux d'un comité. On leur demandera peut-être ensuite de fermer le Sénat demain, où la Chambre des communes après-demain. Voilà ce que je pense.

Si le sénateur Balfour insistait vraiment, j'aimerais certes avoir beaucoup de temps pour étudier les répercussions d'une telle démarche sur le fonctionnement du Parlement.

**Le sénateur Balfour:** Pourquoi ne pas prendre les deux semaines pour étudier la question?

**Le sénateur MacEachen:** J'ai dit si l'on envisageait sérieusement cette possibilité. Je ne serais pas d'accord avec une demande d'ajournement qui permettrait à son auteur de demander aux tribunaux d'interrompre les travaux d'un comité du Sénat.

**Le sénateur Balfour:** Si je comprends bien, il demanderait aux tribunaux de trancher. Tel est leur rôle. C'est une règle de droit après tout. Allez-vous piétiner les droits de votre collègue?

**Le sénateur MacEachen:** Non, je crois que nous éviterions soigneusement de le faire, sénateur Balfour. Là n'est pas la question. Il est plutôt question d'un principe général en l'occurrence et du fait que quelqu'un demandera peut-être un jour aux tribunaux d'interrompre les travaux du Comité de la régie intérieure. Voilà le principe général qui est en jeu et j'ai de la difficulté à l'accepter d'emblée.

Le Sénat a récemment rejeté une demande d'un journaliste local qui voulait qu'un tribunal décide comment devraient se dérouler les travaux d'un de ses comités. Je crois que le Sénat s'y est opposé. Nous devons examiner notre position avant d'accéder facilement à cette demande.

Si M. Pateras avait demandé une suspension pour travailler à son dossier, ou pour consulter son client, ce serait autre chose. Comme il a demandé qu'on suspende les travaux pour lui permettre de préparer des instances en vue de faire interrompre les travaux du comité, je ne serais pas d'accord pour accéder à sa demande sans y réfléchir. On pourra peut-être me convaincre que cette démarche est conforme aux privilèges, aux immunités et aux pouvoirs du Parlement.